

<b>Réponse au courrier de l'ARCEP du 2 juin 2014 relatif à la seconde consultation de l'ARCEP sur le marché de la téléphonie fixe</b>
---

Par un courrier du 2 juin 2014, l'ARCEP attire notre attention sur le fait que ce projet prévoit une extinction tarifaire des prestations de sélection « sèche » (hors VGAST).

Budget Telecom est présente sur le marché de la présélection depuis 2004, et a depuis de nombreuses années (7 ans) fait de très nombreuses démarches commerciales en vue d'inciter ses clients à migrer vers des offres incluant l'abonnement (donc la VGAST [...]).

Si un certain nombre de clients [...] ont effectivement migré vers ces offres, les [...] clients qui restent actuellement en sélection d'appel ne souhaitent pas migrer vers des offres incluant l'abonnement. L'analyse des motivations de ces clients montre qu'ils sont attachés à conserver une offre d'abonnement de l'opérateur historique, qui leur semble seule garante d'une qualité de service suffisante pour la prestation d'abonnement.

Les clients actuellement restés aux offres de présélection « sèche » pourraient ainsi constituer un marché distinct. Nous comprenons cependant que l'ARCEP a également pour l'objectif de simplifier le cadre réglementaire.

Dans ce contexte, et comme le souligne l'Autorité, le changement envisagé doit être accompagné d'un certain nombre de mesures à même d'en corriger les effets négatifs pour la concurrence et les consommateurs.

En l'absence d'un tel accompagnement, le changement réglementaire aurait en effet pour conséquence de voir les clients actuellement en sélection « sèche » rester chez Orange pour l'abonnement (dont les conditions seraient inchangées) et quitter les opérateurs alternatifs pour ce qui est des communications (dont les prix augmenteraient mécaniquement).

En conséquence, les mesures d'accompagnement ne devraient pas se limiter aux seules prestations d'accompagnement (non facturation des FAS, modalités opérationnelles) mais intégrer des conditions tarifaires spécifiques à même de permettre aux opérateurs alternatifs de faire une offre suffisamment attractive pour les clients finaux.

En particulier, et comme dans le cas symétrique de la terminaison d'appel fixe, les revenus tarifaires supplémentaires engendrés par le changement de régulation devraient être compensés par une baisse des tarifs récurrents de la VGAST.

En application du principe de non-discrimination, ces revenus tarifaires supplémentaires devraient bien évidemment inclure les revenus qu'Orange « opérateur de gros » percevrait auprès d'Orange « opérateur de détail ».

A cet égard, les modalités actuelles de comptabilité des coûts d'Orange devraient être revues dans le contexte de la nouvelle régulation envisagée. En effet, les clients abonnés à Orange sont actuellement réputés avoir tous migrés vers des offres de type VGAST ce qui ne peut être raisonnablement le cas d'aucun opérateur en concurrence normale par les mérites. Par cohérence avec le nouveau cadre envisagé, et comme il a déjà été fait dans un cas analogue pour ce qui concerne la séparation entre dégroupage et bitstream, ces modalités devraient être adaptées pour prendre en compte qu'Orange « opérateur de détail » devrait avoir une part importante de clients demeurés en « sélection sèche ».

Il convient donc au total que les coûts et les recettes du nouveau dispositif soient équitablement partagés entre Orange opérateur de détail et les autres opérateurs et que la neutralité du jeu concurrentiel soit assurée.